

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2025



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2025

17 845 défaillances d'entreprises au 1er trimestre 2025 (+4,4 %),
Un niveau toujours très élevé mais de nombreux indicateurs basculent déjà au vert

- > 17 845 défaillances au T1 2025, un niveau bien supérieur à la moyenne des T1 sur 15 ans (15 300).
- > Mars retombe sous la barre des 68 000 procédures sur 12 mois, tout juste franchie en janvier et février.
- > 64 PME de plus de 100 salariés ont fait défaut ce trimestre (+28 %) ...
- > ... 1 sur 5 opère dans le secteur social ou médical.
- > Le nombre d'emplois menacés flambe à 71 000, jamais vu depuis la crise de 2009
- > L'agriculture, les services informatiques et la restauration sont à la peine.
- > Forte hausse des défauts dans les Pays-de-la-Loire et la Corse.

Mais..

- > L'augmentation du nombre de défauts (+4,4 %) est la plus faible depuis 4 ans.
- > Les PME de 20 à 100 salariés respirent (-6 %).
- > Le bâtiment résiste, le commerce passe au vert.
- > Les régions Centre-Val-de-Loire et Provence-Alpes-Côte-d'Azur sont en forte amélioration.



Paris, le 10 avril 2025

Le groupe Altaires, expert historique et référent de la donnée d'entreprises, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 1er trimestre 2025.

Depuis 6 mois, le niveau des procédures se stabilise, mais la véritable décrue va être difficile à amorcer

Avec 17 845 procédures collectives ouvertes depuis le 1er janvier, le T1 2025 se clôture sur une hausse de 4,4 % des défaillances. Un niveau très élevé mais une faible augmentation confirme le « pic durable » déjà identifié à l'issue du 4e trimestre 2024. À fin mars 2024, le nombre de procédures bondissait encore de + 29 % et il explosait de + 53 % à fin mars 2023. Depuis 6 mois, le volume des défaillances sur 12 mois glissés s'est stabilisé aux environs de 68 000. Un plateau qui laisserait entrevoir la possibilité d'une décrue des faillites. Le bilan reste toujours très lourd pour les plus grandes PME et ETI, portant à 71 000 le nombre d'emplois menacés, soit le niveau le plus haut depuis la crise financière de 2009 (73 000).

Thierry Millon, directeur des études Altares :

« Ce premier trimestre n'a pas encore permis de voir le nombre des défaillances d'entreprises reculer mais l'orage s'éloigne même si des nuages persistants nous invitent à rester prudents et patients. Comme attendu, la sinistralité entrepreneuriale est circonscrite depuis six mois autour de 68 000 défauts. Une stabilité portée en ce début d'année par les plus petites structures comptant moins de 3 salariés. Les plus grandes, au-delà de 100 salariés, accusent de leur côté une forte dégradation qui pèse lourdement sur l'emploi. Bien que le chiffre global reste très élevé, plusieurs activités passent au vert en particulier dans le B2C.

C'est notamment le cas du commerce de détail d'habillement (-15 %) et, dans son sillage, du commerce de gros de textile-habillement (-19 %) et de sa fabrication (-22 %). La restauration peine en revanche à sortir de l'ornière. Le B2B tente de résister dans l'industrie manufacturière mais est plus en peine dans les services. »

17 845 défaillances au 1er trimestre, un nombre toujours au plus haut

17 845 entreprises sont tombées en défaillance entre le 1er janvier et le 31 mars 2025, soit une hausse de 4,4 % par rapport à la même période de 2024. Cette année encore, le volume des faillites ne s'écarte pas encore nettement des 18 000 défauts, plafond historique franchi en 2015. Nous restons très au-dessus de la moyenne des défauts observés au 1er trimestre depuis 15 ans (15 300 en moyenne).

Avec 373 jugements enregistrés ce trimestre, **le nombre de procédures de sauvegarde est en hausse de 6,9 %**. **Les redressements judiciaires (RJ) sont en hausse rapide de 7 % pour 5 077 jugements prononcés.**

De leur côté, **les jugements en liquidation judiciaire (LJ) augmentent moins vite (+3,3 %)**. 12 395 LJ ont été prononcées, soit 69,5 % de l'ensemble des procédures. Un taux de liquidations directes qui retrouve ses valeurs traditionnelles après avoir approché 80 % pendant la période Covid.

Une amélioration portée par les microentreprises, alors que les grosses PME-ETI souffrent encore

Les microentreprises de moins de 3 salariés constituent l'essentiel des défauts (72 %). Ce trimestre, elles sont **12 867** à être tombées en défaillance, un nombre en augmentation de seulement 3,6 %. **3 507 TPE** de 3 à 9 salariés ont fait défaut en ce début d'année, soit une augmentation de 8,8 %.

Les **PME de 10 à 99 salariés** résistent beaucoup mieux : 1 407 d'entre-elles ont défailli contre **1 394** il y a un an, soit une quasi-stabilité (+0,9 %).

En revanche, **la situation reste très difficile pour les PME-ETI de plus de 100 salariés** : **64** structures ont fait défaut au cours de ce premier trimestre, soit **28 %** de plus qu'un an plus tôt. 14 de ces défauts se situent dans le secteur du social (aide à domicile, action sociale) ou médical (activités hospitalières).

Cette fragilité des plus grandes PME pèse sur l'emploi global menacé : 71 400 postes sont concernés, du jamais vu pour un T1 depuis la crise financière de 2009. Il y en avait alors eu 73 700.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

	2021 T1	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	EVOLUTION T1 2025/24	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	170	220	307	349	373	6,9 %	284
Redressements Judiciaires	1 493	2 188	3 280	4 743	5 077	7,0 %	3 356
Liquidations judiciaires directes	5 743	7 564	10 730	11 996	12 395	3,3 %	9 686
Total défaillances	7 406	9 972	14 317	17 088	17 845	4,4 %	13 326
Total Emplois menacés	29 940	30 258	59 074	58 700	71 340	+ 12 640	49 860
Emplois menacés par entreprise	4,0	3,0	4,1	3,5	4,0	+0,6	3,7

Analyse des défaillances d'entreprises au 1^{er} trimestre 2025 dans les régions

La Corse et les Pays de la Loire sont les plus lourdement touchés

La **Corse** approche les 150 défauts, un nombre en augmentation de 22 % par rapport à fin mars 2024. La dégradation est nettement marquée en **Haute-Corse** (+52 %) qui compte désormais plus de défaillances que la **Corse-du-Sud** qui, elle, parvient à en stabiliser le nombre.

Les **Pays de la Loire** font encore moins bien avec une augmentation de 28 % (924 procédures). L'évolution est très rapide en **Maine-et-Loire** (+50 %), **Loire-Atlantique** (+31 %) et **Vendée** (+23 %). La **Mayenne** résiste mieux (+7 %) et la **Sarthe** passe au vert (-3 %).

La Nouvelle Aquitaine, la Normandie et la Bretagne se placent au-delà de la tendance nationale

En **Nouvelle-Aquitaine** (1 673 ; +15 %), près de la moitié des départements s'écarte peu ou pas de la moyenne régionale. C'est le cas notamment de la **Gironde** (+13 %) qui concentre le tiers des défauts de la région.

En revanche, la **Creuse** (+62 %), les **Landes** (+52%), les **Deux-Sèvres** (+31 %) et la **Charente-Maritime** (+23 %) s'en éloignent davantage. Les **Pyrénées-Atlantiques** (+7 %), la **Charente** (+8 %) et la **Dordogne** sont les meilleurs élèves.

La **Normandie** (736 ; +10 %) présente des trajectoires départementales très disparates. La **Seine-Maritime** (+30 %) est sévèrement touchée et l'**Orne** est au-dessus à la moyenne régionale (+15 %). A l'inverse, la **Manche** (-15 %) et le **Calvados** (-2 %) performant. L'**Eure** (+5 %) se place tout proche de la tendance nationale (+4 %).

En **Bretagne** (703 ; +8 %), seul l'**Ille-et-Vilaine** (-13 %) passe au vert. Le **Morbihan** (+10 %) et surtout le **Finistère** (+23 %) ainsi que les **Côtes-d'Armor** sont sous tension.

Quatre régions se situent juste en-dessous la moyenne nationale

La région **Auvergne-Rhône-Alpes** (2 190 ; +4 %) offre également des tendances départementales très variables. La **Haute-Loire** (+23 %), le **Rhône** (+22 %), la **Savoie** (+18 %) et l'**Ain** (+17 %) enregistrent de fortes augmentations en ce début d'année 2025. Au contraire, l'**Allier** (-16 %), l'**Ardèche** (-16 %), le **Puy-de-Dôme** (-7 %) et le **Cantal** (-4 %) parviennent à faire reculer les défaillances d'entreprises. La **Loire** (+1 %), l'**Isère** (+2 %) et la **Drôme** (+5 %) tentent de faire front.

En **Hauts-de-France** (1 292 ; +4 %), la **Somme** dérape fortement (+49 %). L'**Aisne** (+16 %) est également en difficulté tandis que l'**Oise** (+9 %) et le **Pas-de-Calais** (+8 %) peinent à résister. Seul le **Nord** connaît un recul des défaillances (-7 %) après deux années difficiles.

L'**Île-de-France** (4133 ; +3 %), qui concentre le quart des défaillances nationales, influence « favorablement » la moyenne globale. La tendance régionale est tirée par les bons chiffres du **Val-de-Marne** (-18%) et de la **Seine-et-Marne** (-3 %). Les **Yvelines** (0 %), les **Hauts-de-Seine** (+2 %) et la **Seine-Saint-Denis** (+4 %) confortent la moyenne francilienne. Le **Val-d'Oise** (+7 %) et **Paris** (+8 %) résistent plus difficilement mais c'est en **Essonne** que le premier trimestre a été le plus délicat (+33 %).

En **Occitanie** (1623 ; +3 %), les évolutions sont très variables d'un département à l'autre. Les **Hautes-Pyrénées** (-36 %), le **Tarn-et-Garonne** (-22 %), la **Lozère** (-22 %), l'**Aveyron** (-11 %), le **Gard** (-6 %) et la **Haute-Garonne** (-5 %) basculent dans le vert. A l'inverse, l'**Ariège** (+44 %) mais aussi le **Lot** (+19 %) et l'**Hérault** (+18%) voire l'**Aude** (+14 %) sont nettement dans le rouge.

Quatre régions métropolitaines connaissent un recul ou une stabilisation des défauts

Dans le **Grand-Est** (1 155 ; 0 %), les tendances sont favorables pour la **Meuse** (-37 %), les **Ardennes** (-23 %), le **Haut-Rhin** (-10 %) et la **Marne** (-7 %). A contrario, la trajectoire est plus délicate pour l'**Aube** (+18 %) et la **Haute-Marne** (+13 %). Les autres départements tombent sous les +10 %.

En **Bourgogne-Franche-Comté** (560 ; -4 %) seuls trois départements sont dans le rouge : la **Nièvre** (+21 %), le **Territoire de Belfort** (+10 %) et dans une moindre mesure la **Saône-et-Loire** (+4 %). Tous les autres départements enregistrent un repli des défauts, notamment le **Doubs** (-16 %) et l'**Yonne** (-11 %).

La région **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** (1634 ; -8 %) enregistre un bon premier trimestre, exception faite pour le **Vaucluse** (+15 %). Tous les départements connaissent un recul des défauts, en particulier le **Var** (-17 %).

Le **Centre-Val-de-Loire** (531 ; -10%) offre la meilleure performance régionale. Tous les départements portent la tendance régionale à l'exception de l'**Indre-et-Loire** (+9 %). L'**Eure-et-Loir** (-14 %), le **Loir-et-Cher** (-19 %) et **Loiret** (-21 %) forment le podium.

Les territoires ultramarins sont en difficulté, seule la Réunion résiste

En **Guyane**, le nombre de défaillances d'entreprises, quoique faible (22), a quasiment triplé sur un an (+175 %), en comparaison d'un très bon premier trimestre 2024. En **Guadeloupe**, le chiffre a presque doublé (124 ; +88 %). La **Martinique** (138 ; +37 %) est également sévèrement touchée. Seule la **Réunion** fait figure d'exception en parvenant à maintenir son niveau de défauts à 134.

Les activités à destination des consommateurs sont bien orientées, le bâtiment résiste mais les services aux entreprises sont encore malmenés



Le commerce de détail comme le commerce de gros passent au vert

Les commerçants ont pu souffler en ce début d'année. La **vente au détail** (2 131 ; -4 %) et le **commerce interentreprises** (735 ; -3 %) affichent des améliorations sensibles dans de nombreux métiers. Longtemps en première ligne, **l'habillement s'inscrit désormais sur une trajectoire favorable**. Le nombre de magasins en défaut chute de 15 %, soutenant l'activité des grossistes de textile-habillement (-19 %) mais aussi de la manufacture (22%). Le commerce du **bricolage et équipement du foyer** bascule légèrement dans le vert (-1 %) loin de l'envolée des défauts enregistrée un an plus tôt (+62 %). Cette performance est portée par le meuble qui résiste enfin après de longs mois sous tension.

Le secteur des **sports et loisirs** en revanche est lourdement touché (+42 %), particulièrement dans la vente d'articles de sport.

La tendance est également difficile du côté de la **vente & réparation de véhicules** (+8 %).



Les métiers de bouche reprennent des couleurs

Ce premier trimestre 2025, le nombre de défaillances de **boulangeries** est en recul de 3 %, comme pour les **boucheries**.

La **restauration** souffre encore avec une augmentation des défauts de 12 % en restauration à table et 19 % en restauration rapide.



Parmi les autres activités de services aux consommateurs, les soins vont mieux

Après avoir signé un record de défaillances en 2024, **la coiffure** tente de résister (+3 %) tandis que les **instituts de beauté** signent une légère amélioration (-1 %).

Parmi les autres activités destinées aux consommateurs, celles relatives à la **pratique du sport**, notamment les clubs, restent bien orientées. En revanche, **la formation continue** pour adulte (+15 %) et les **auto-écoles** (+24 %) sont en difficulté.

Les activités **santé humaine et action sociale** (+11 %) restent fragilisées chez les grands acteurs comme chez les plus petits. Ainsi, si le nombre de défauts est peu important, il augmente sensiblement chez les médecins généralistes (+27 %), infirmiers (+25 %) ou ambulanciers (+110 %). Dans l'action sociale, la situation est également tendue dans l'accueil de jeunes enfants (+75 %) tout comme dans l'hébergement social pour personnes âgées (+56 %).



La construction tient avec plusieurs activités dans le vert !

Affecté par la crise de l'immobilier depuis plusieurs trimestres, le **secteur de la construction** (+2 %) donne des signes de rebond dans quelques branches en ce début d'année.

C'est le cas du bâtiment. Le **second œuvre** est encore légèrement en dégradation (+2 %) en dépit d'une amélioration dans les travaux **d'installation électrique** (-3 %) qui ne compense pas la mauvaise tendance observée notamment en **plâtrerie** (+17 %). Le gros œuvre est à l'équilibre grâce à une belle performance dans la construction de maisons individuelles (-14 %) tandis que la **maçonnerie générale** reste dans le rouge (+5 %).

La **promotion immobilière** reste dans une dynamique de fragilité (+21 %) mais ce sont davantage des défaillances de supports de programmes que d'acteurs de la promotion immobilière de logements. En illustration de l'accalmie naissante dans l'immobilier, le nombre de défauts **d'agences immobilières** recule de 17 % après avoir atteint en 2024 son niveau le plus haut depuis l'été 2009.

En revanche, un point de tension est observé dans les **travaux publics** où les défaillances augmentent de 13 %.



Dans le B2B, les services aux entreprises sont à la peine, l'industrie manufacturière résiste

Dans les **services aux entreprises** (+8 %), la **sécurité privée** dérape de 40 %, les services **informatiques** de 24 %, le **conseil** en communication et gestion de 20 % et le **nettoyage de bâtiments** de 14%.

L'**industrie manufacturière** (+5 %) est proche de la tendance globale (+4 %). Une évolution qui masque de fortes disparités. Le nombre de défauts s'envole dans l'activité **bois, matériaux de construction** (+28 %) et plus encore celle de l'**énergie, eau, environnement** (+70 %), en particulier la récupération de déchets. En **métallurgie-mécanique** (+11 %), la mécanique industrielle contient l'évolution des défaillances. A l'inverse, outre la fabrication de **textile-habillement** (-22 %), l'**imprimerie** est également dans le vert (-10 %) comme les **activités de maintenance** (-9 %).

Le **transport** prend une meilleure trajectoire ce premier trimestre. Le **transport routier de marchandises** est dans le vert (-4 %) tiré par le fret interurbains (-14 %) alors que celui de proximité est plus en difficulté (+10 %). Le **transport routier de voyageurs** est moins favorablement orienté (+20 %), particulièrement chez les taxis (+21 %).



L'agriculture, en difficulté, peine à inverser la tendance

Les activités de **cultures** semblent globalement bien résister (+3 %) en dépit de tensions toujours très fortes en **viticulture** (+75 %). L'**élevage**, en revanche, est sévèrement orienté (+29 %) et plus particulièrement pour celui des vaches laitières (+53 %).

Sans céder à la panique, il faudra suivre de près la tectonique des marchés !!

Thierry Millon conclut :

« Dans un contexte politique, économique et géopolitique déjà compliqué, les annonces du président américain troublent davantage les perspectives économiques. S'il est trop tôt pour en mesurer précisément les effets, il demeure que cette guerre commerciale va contraindre les dirigeants à devoir corriger leurs prévisions de revenus, d'investissement, d'emploi et donc de performance financière. La *supply chain* va être challengée et les trésoreries très sollicitées. La gestion du cash avait sonné comme une évidence depuis la Covid et la hausse des taux, il va falloir pourtant redoubler d'efforts sur cette question pour tenir et sécuriser sa croissance.

Depuis quelques mois, le volume des défaillances se stabilise à un niveau très élevé ; c'est aussi le cas des retards de paiement calculés par Altares qui, après s'être rapidement allongés de 2 jours en 2024, semblaient pouvoir se maintenir autour de 14 jours. Un déclin progressif des retards et cessations de paiement était donc envisageable pour 2025. Mais sans encore complètement renoncer à cet espoir, le contexte international change la donne. Le risque commercial interentreprises comme le risque pays remontent en haut de la pile. Dans le même temps, il va falloir trouver de nouveaux partenaires d'affaires fiables pour pallier la perte possible de certains contrats. Cette tectonique des marchés pourrait alors renforcer la concurrence, renchérir les achats et dégrader les marges. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur :

<https://www.altares.com>

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 1^{er} trimestre 2025

1. Statistiques détaillées des défaillances 1^{er} trimestre 2025

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires** et/ou 300 salariés au cours du 1^{er} trimestre 2025 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 1^{er} trimestre 2025

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

1^{er} trimestre 2025

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans (Les données 2024 T1 et 2025 T1 non définitives sont arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

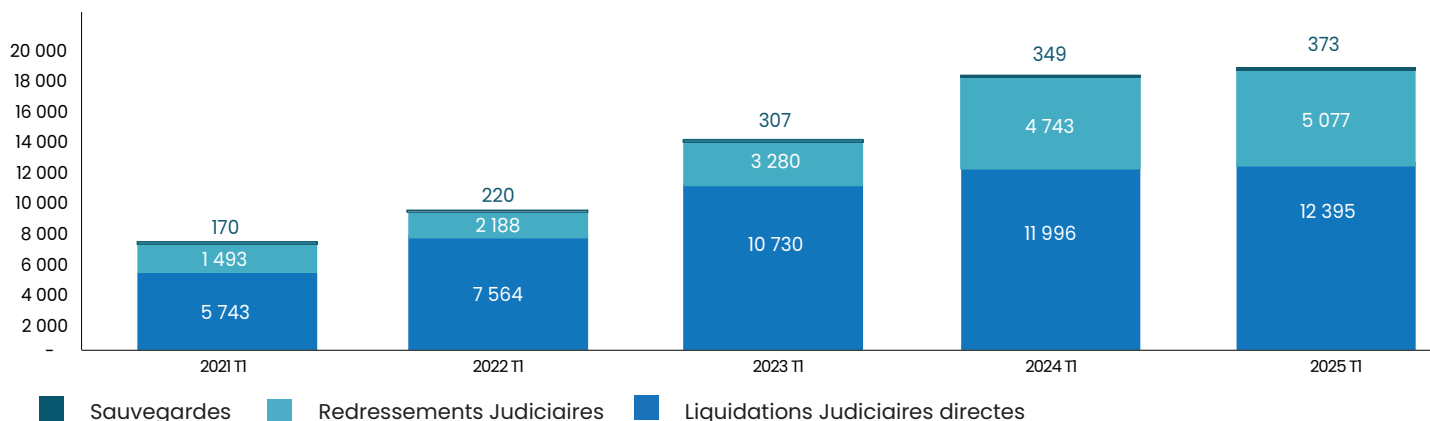
Nombre d'ouvertures	2021T1	2022T1	2023T1	2024T1	2025T1	EVOLUTION T1 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	170	220	307	349	373	6,9%	284
Redressements Judiciaires	1 493	2 188	3 280	4 743	5 077	7,0%	3 356
Liquidations Judiciaires directes	5 743	7 564	10 730	11 996	12 395	3,3%	9 686
Total défaillances	7406	9972	14317	17088	17845	4,4%	13 326

Taux par nature de procédure	2021T1	2022T1	2023T1	2024T1	2025T1	EVOLUTION T1 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,3%	2,2%	2,1%	2,0%	2,1%	0,0%	2,1%
Redressements Judiciaires	20,2%	21,9%	22,9%	27,8%	28,5%	0,7%	25,2%
Liquidations Judiciaires directes	77,5%	75,9%	74,9%	70,2%	69,5%	-0,7%	72,7%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois menacés	2021 T1	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	ECART T1 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	6 424	4 411	14 814	2 930	8 570	5 640	7 430
Redressements Judiciaires	10 829	11 301	20 800	28 270	34 930	6 660	21 226
Liquidations Judiciaires directes	12 687	14 546	23 460	27 500	27 840	340	21 207
Total emplois menacés	29 940	30 258	59 074	58 700	71 340	12 640	49 862

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2021 T1	2022 T1	2023 T1	2024 T1	2025 T1	ECART T1 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	37,8	20,1	48,3	8,4	23,0	14,6	27,5
Redressements Judiciaires	7,3	5,2	6,3	6,0	6,9	0,9	6,3
Liquidations Judiciaires directes	2,2	1,9	2,2	2,3	2,2	-0,0	2,2
Total emplois menacés	4,0	3,0	4,1	3,4	4,0	0,6	3,7

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2024 T1				2025 T1				Évolution 2025 T1/2024 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	193	2 900	9 329	12 422	195	3 082	9 590	12 867	3,6%	74,5%
3 à 5	55	710	1 483	2 248	47	768	1 618	2 433	8,2%	66,5%
6 à 9	24	376	574	974	32	442	600	1 074	10,3%	55,9%
10 à 19	41	433	428	902	52	457	435	944	4,7%	46,1%
20 à 49	24	221	143	388	29	225	125	379	-2,3%	33,0%
50 à 99	7	63	34	104	9	57	18	84	-19,2%	21,4%
100 et plus	5	40	5	50	9	46	9	64	28,0%	14,1%
Total défaillances	349	4 743	11 996	17 088	373	5 077	12 395	17 845	4,4%	69,5%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2024 T1				2025 T1				Évolution 2025 T1/2024 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	19	293	1 298	1 610	22	322	1 376	1 720	6,8%	80,0%
3 à 5 ans	76	1 407	3 645	5 128	96	1 262	3 714	5 072	-1,1%	73,2%
6 à 10 ans	85	1 383	3 375	4 843	84	1 496	3 629	5 209	7,6%	69,7%
11 à 15 ans	51	591	1 512	2 154	41	725	1 508	2 274	5,6%	66,3%
16 et plus	118	1 069	2 166	3 353	130	1 272	2 168	3 570	6,5%	60,7%
Total défaillances	349	4 743	11 996	17 088	373	5 077	12 395	17 845	4,4%	69,5%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

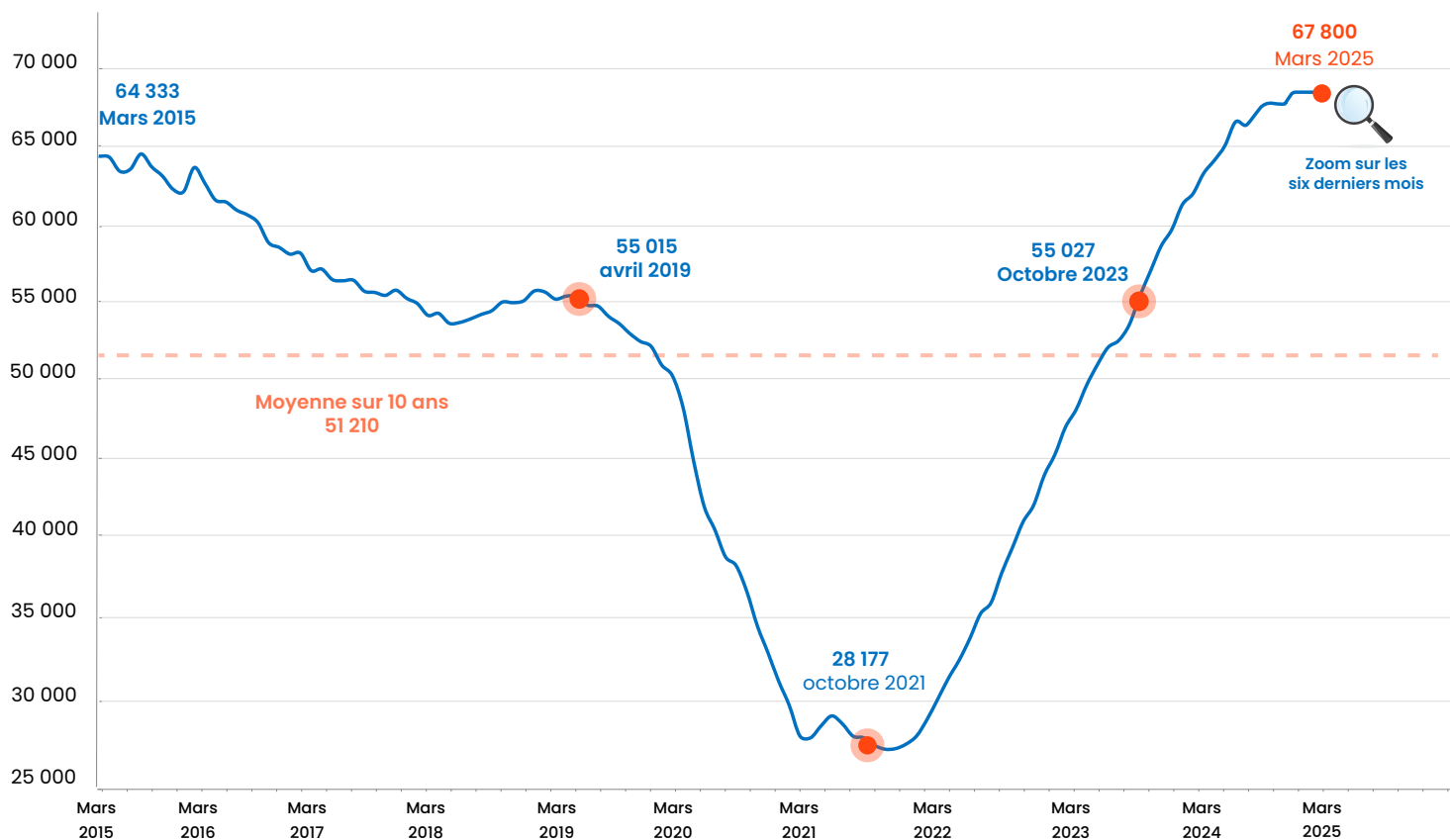
Activité	2024 T1				2025 T1				Évolution 2024 T1/ 2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	14	161	171	346	18	191	187	396	14,5%	47,2%
Chasse, pêche, forêt	0	13	31	44	2	17	38	57	29,5%	66,7%
Culture	8	100	88	196	13	105	84	202	3,1%	41,6%
Elevage	6	48	52	106	3	69	65	137	29,2%	47,4%
Construction	66	1212	3141	4419	61	1242	3200	4503	1,9%	71,1%
Bâtiment										
Gros œuvre	6	382	881	1269	5	328	933	1266	-0,2%	73,7%
Second œuvre	15	509	1540	2064	12	546	1555	2113	2,4%	73,6%
Travaux Publics	4	73	136	213	2	81	158	241	13,1%	65,6%
Immobilier										
Promotion immobilière	1	33	83	117		48	94	142	21,4%	66,2%
Agences immobilières	12	96	266	374	6	78	227	311	-16,8%	73,0%
Autres activités immobilières	28	119	235	382	36	161	233	430	12,6%	54,2%
Commerce	65	810	2772	3647	67	828	2694	3589	-2%	75,1%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	6	151	512	669	9	178	536	723	8,1%	74,1%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	3	76	238	317		44	225	269	-15,1%	83,6%
Détail alimentaire	6	86	235	327	7	74	229	310	-5,2%	73,9%
Bricolage & équipement du foyer	4	63	243	310	6	90	211	307	-1,0%	68,7%
Sport & loisirs	2	20	88	110	4	47	105	156	41,8%	67,3%
Commerce d'habillement	8	71	271	350	7	49	240	296	-15,4%	81,1%
Soin de la personne & optique	7	43	82	132	3	35	99	137	3,8%	72,3%
Vente hors magasin	8	50	272	330	6	58	270	334	1,2%	80,8%
Carburants & combustibles	0	2	15	17		4	9	13	-23,5%	69,2%
Autres commerces de détail	2	68	257	327	6	57	246	309	-5,5%	79,6%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat	0	21	78	99	1	28	81	110	11,1%	73,6%
Alimentaire	3	37	91	131	8	36	100	144	9,9%	69,4%
Textile, habillement	1	15	36	52		9	33	42	-19,2%	78,6%
Biens domestiques	9	22	94	125	4	30	75	109	-12,8%	68,8%
Equipements informatiques & électroniques	0	7	27	34		7	28	35	2,9%	80,0%
Machines & équipements	4	27	73	104	4	29	63	96	-7,7%	65,6%
Matériaux de construction, sanitaire...	1	18	67	86		31	57	88	2,3%	64,8%
Autres commerces interentreprises	1	33	93	127	2	22	87	111	-12,6%	78,4%
Industrie	32	413	700	1145	23	423	698	1144	-0,1%	61,0%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	9	173	286	468	7	154	271	432	-7,7%	62,7%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	4	124	206	334	4	116	209	329	-1,5%	63,5%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir	1	27	62	90	3	14	53	70	-22,2%	75,7%
Bois, matériaux de construction	1	30	26	57	1	28	44	73	28,1%	60,3%
Imprimerie	0	16	36	52		9	38	47	-9,6%	80,9%
Métallurgie, mécanique	6	43	59	108	4	64	52	120	11,1%	43,3%
Energie, Eau, Environnement	4	13	23	40		19	49	68	70,0%	72,1%
Réparation, maintenance	3	39	67	109	3	27	69	99	-9,2%	69,7%
Autres industries manufacturières	8	72	141	221	5	108	122	235	6,3%	51,9%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2024 T1				2025 T1				Évolution 2024 T1/ 2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	13	102	354	469	10	126	406	542	15,6%	74,9%
Services informatiques & édition de logiciels	10	61	228	299	8	84	278	370	23,7%	75,1%
Autres activités information & communication	3	41	126	170	2	42	128	172	1,2%	74,4%
Transport & logistique	9	190	527	726	15	218	526	759	4,5%	69,3%
Transport routier de marchandises	7	132	347	486	4	148	316	468	-3,7%	67,5%
Autres activités de transport	1	22	46	69	5	22	59	86	24,6%	68,6%
Transport routier de voyageurs	1	36	134	171	6	48	151	205	19,9%	73,7%
Activités d'assurance et financières	14	64	152	230	13	61	121	195	-15,2%	62,1%
Activités financières	14	55	128	197	12	57	95	164	-16,8%	57,9%
Activités d'assurance	0	9	24	33	1	4	26	31	-6,1%	83,9%
Services aux entreprises	71	647	1543	2261	74	695	1675	2444	8,1%	68,5%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	11	89	285	385	5	104	272	381	-1,0%	71,4%
Conseil en communication et gestion	8	73	287	368	15	92	333	440	19,6%	75,7%
Services d'architecture et d'ingénierie	6	82	214	302	6	96	232	334	10,6%	69,5%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	35	117	177	329	33	138	172	343	4,3%	50,1%
Autres services administratifs aux entreprises	11	175	349	535	12	141	375	528	-1,3%	71,0%
Sécurité	0	40	71	111	2	49	104	155	39,6%	67,1%
Services aux particuliers	8	159	596	763	7	166	605	778	2,0%	77,8%
Activités de réparation	1	11	57	69	2	14	52	68	-1,4%	76,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	115	446	568	4	121	435	560	-1,4%	77,7%
Autres services à la personne	0	33	93	126	1	31	118	150	19,0%	78,7%
Hébergement, restauration, débits de boissons	30	723	1510	2263	54	825	1712	2591	14,5%	66,1%
Hébergement	2	46	74	122	6	55	71	132	8,2%	53,8%
Restauration	24	584	1218	1826	41	674	1394	2109	15,5%	66,1%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	<i>12</i>	<i>351</i>	<i>618</i>	<i>981</i>	<i>35</i>	<i>392</i>	<i>672</i>	<i>1099</i>	<i>12,0%</i>	<i>61,1%</i>
<i>Dont Restauration rapide</i>	<i>9</i>	<i>217</i>	<i>554</i>	<i>780</i>	<i>5</i>	<i>259</i>	<i>666</i>	<i>930</i>	<i>19,2%</i>	<i>71,6%</i>
Débits de boissons	4	93	218	315	7	96	247	350	11,1%	70,6%
Autres activités	27	262	530	819	31	302	571	904	10,4%	63,2%
Santé humaine & action sociale	7	116	155	278	7	144	157	308	10,8%	51,0%
Activités récréatives	9	59	150	218	12	66	167	245	12,4%	68,2%
Enseignement	9	69	165	243	9	68	190	267	9,9%	71,2%
Autres activités	2	18	60	80	3	24	57	84	5,0%	67,9%
Total défaillances	349	4 743	11996	17 088	373	5 077	12395	17 845	4,4%	69,5%

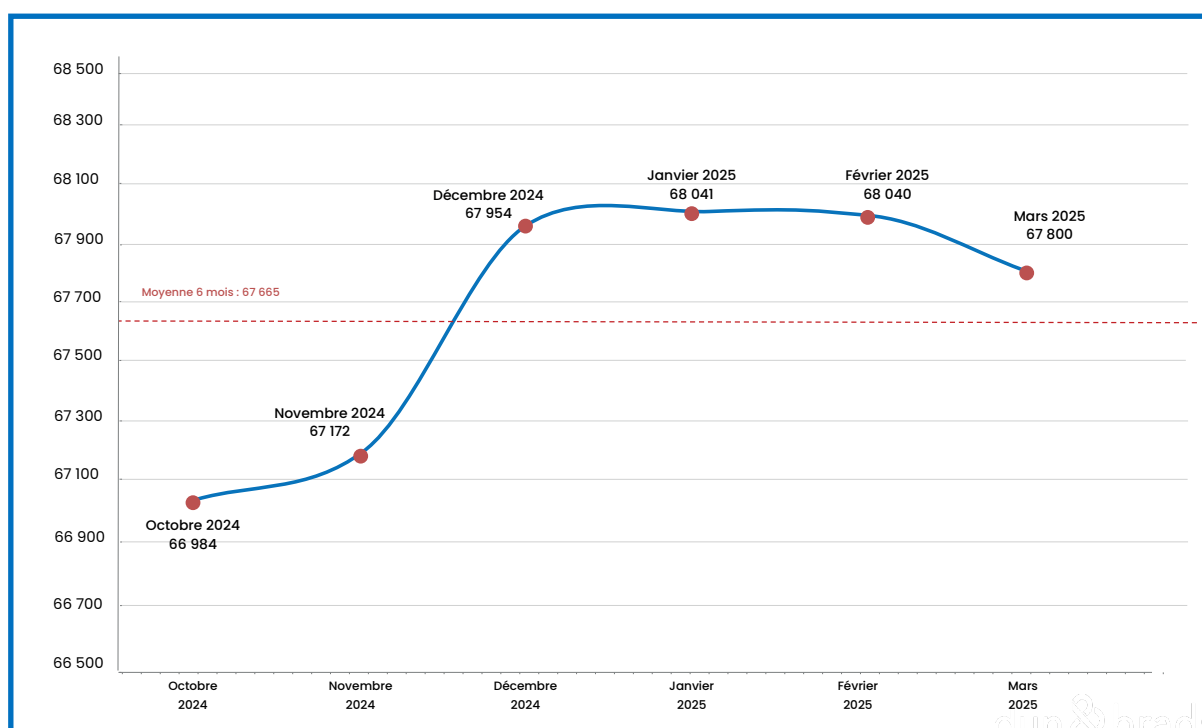
Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - mars 2015 à mars 2025)



Zoom évolution des défaillances d'entreprises en France au cours des 6 derniers mois

(Données 12 mois glissants - octobre 2024 à Mars 2025)



Les défaillances d'entreprises du 1^{er} trimestre 2025 d'au moins 30M€ de Chiffres d'affaires et/ou 300 salariés (données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	Régions	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
ARC FRANCE	Fabrication de verre creux	2313Z	HAUTS DE France	4363	568,6	2022	Sauvegarde accélérée	Janvier
STAR'S SERVICE	Transports routiers de fret de proximité	4941B	ILE DE France	2435	111,0	2019	Redressement judiciaire	Janvier
MIKROS IMAGE	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision	5912Z	ILE DE France	231	84,1	2023	Redressement judiciaire	Février
PRIMEX INTERNATIONAL	Commerce interentreprises de produits surgelés	4639A	ILE DE France	9	70,6	2021	Procédure de sauvegarde	Février
EOLANE COMBREE	Fabrication de cartes électroniques assemblées	2612Z	PAYS DE LA LOIRE	287	59,0	2023	Redressement judiciaire	Mars
VALTI	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	2420Z	BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	167	50,5	2023	Liquidation judiciaire	Février
HINTERLAND	Transports routiers de fret interurbains	4941A	PAYS DE LA LOIRE	362	48,7	2022	Redressement judiciaire	Février
ESOPP	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers	4669B	AUVERGNE RHONE-ALPES	68	48,0	2023	Redressement judiciaire	Mars
FLORENTAISE (Terre et Nature)	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	0891Z	PAYS DE LA LOIRE	153	47,7	2022	Redressement judiciaire	Mars
REALITES MAITRISE D'OUVRAGE	Promotion immobilière de logements	4110A	PAYS DE LA LOIRE	332	42,6	2023	Redressement judiciaire	Février
REALITES	Supports juridiques de programmes	4110D	PAYS DE LA LOIRE	211	39,4	2023	Redressement judiciaire	Février
FONDERIE DE BRETAGNE	Fonderie de fonte	2451Z	BRETAGNE	318	38,5	2022	Redressement judiciaire	Janvier
ALDEBARAN (Violet - SoftBank Robotics Europe)	Conseil en relations publiques et communication	7021Z	ILE DE France	269	36,3	2022	Conversion en redressement judiciaire de la procédure de	Février
SERIPANNEAUX	Fabrication de placage et de panneaux de bois	1621Z	NOUVELLE AQUITAINE	85	35,5	2022	Redressement judiciaire	Janvier
BOURBON SUPPLY INVESTISSEMENTS	Transports maritimes et côtiers de passagers	5010Z	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	0	34,3	2023	Procédure de sauvegarde accélérée	Mars
EOLANE ANGERS	Fabrication de cartes électroniques assemblées	2612Z	PAYS DE LA LOIRE	135	32,1	2023	Redressement judiciaire	Mars

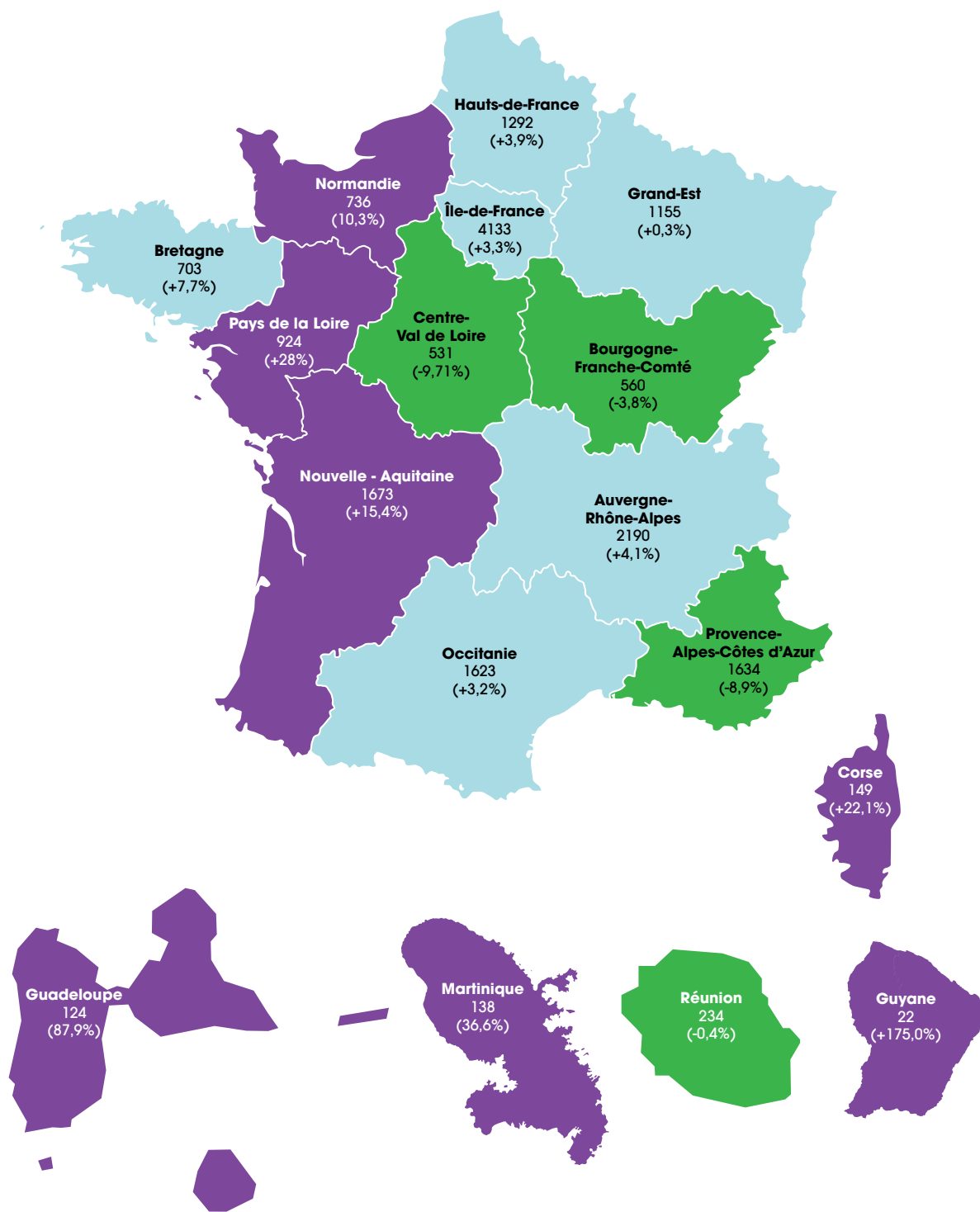
Les défaillances d'entreprises du 1^{er} trimestre 2025 d'au moins 30M€ de Chiffres d'affaires et/ou 300 salariés (données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	Régions	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
SOLUVAN	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	4511Z	AUVERGNE RHONE-ALPES	20	31,8	2021	Redressement judiciaire	Janvier
HOPITAL PRIVE TOULON-HYERES-SAINTE-MARGUERITE	Activités hospitalières	8610Z	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	278	30,8	2022	Redressement judiciaire	Mars
BUILDER SYSTEMS	holding	6420Z	OCCITANIE	18	30,7	2022	Redressement judiciaire	Janvier
CENTRE EST PEINTURES DISTRIBUTION (CEP Distribution - Octopus Négoce)	Commerce interentreprises d'appareils sanitaires et de produits de décoration	4673B	AUVERGNE RHONE-ALPES	119	30,4	2023	Redressement judiciaire	Février
MFPASS - INSTITUT MUTUALISTE MONTSOURIS	Union mutualiste	6512Z	ILE DE France	1580			Redressement judiciaire	Février
PRIMAVISTA	Activités photographiques	7420Z	ILE DE France	319	26,1	2023	Redressement judiciaire	Janvier
MANAGE CONSEIL	Activités des agences de publicité	7311Z	ILE DE France	400	22,1	2016	Redressement judiciaire	Mars
SCOTNET	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	ILE DE France	338	5,4	2023	Liquidation judiciaire	Janvier
Association ENTRAIDE	Aide à domicile	8810A	PROVENCE ALPES COTE	458		2022	Sauvegarde	Janvier
AZUR SANTE PLUS	Aide à domicile	8810A	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	305		2022	Redressement judiciaire	Janvier

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2024 T1				2025 T1				Évolution 2024 T1 / 2025 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Auvergne Rhone-Alpes	57	597	1 450	2 104	51	585	1 554	2 190	4,1%	71,0%
Bourgogne Franche-Comte	11	181	390	582	17	178	365	560	-3,8%	65,2%
Bretagne	20	180	453	653	13	239	451	703	7,7%	64,2%
Centre-Val de Loire	7	218	363	588	9	207	315	531	-9,7%	59,3%
Corse	2	49	71	122	4	71	74	149	22,1%	49,7%
Grand Est	23	338	790	1 151	16	313	826	1 155	0,3%	71,5%
Hauts-de-France	19	323	902	1 244	24	363	905	1 292	3,9%	70,0%
Ile-de-France	41	780	3 179	4 000	50	756	3 327	4 133	3,3%	80,5%
Normandie	9	169	489	667	12	238	486	736	10,3%	66,0%
Nouvelle-Aquitaine	59	402	989	1 450	70	533	1 070	1 673	15,4%	64,0%
Occitanie	37	465	1 071	1 573	45	487	1 091	1 623	3,2%	67,2%
Pays de la Loire	17	179	526	722	24	284	616	924	28,0%	66,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34	700	1 060	1 794	31	635	968	1 634	-8,9%	59,2%
Guadeloupe	6	11	49	66	3	33	88	124	87,9%	71,0%
Guyane	-	2	6	8	2	11	9	22	175,0%	40,9%
Martinique	-	31	70	101	-	33	105	138	36,6%	76,1%
Réunion	6	115	114	235	2	100	132	234	-0,4%	56,4%
Autres Outre-Mer, Étranger, Non connu	1	3	24	28	-	11	13	24	-14,3%	54,2%
Total défaillances	349	4 743	11 996	17 088	373	5 077	12 395	17 845	4,4%	69,5%

Carte d'évolution des défaillances par région au 1^{er} trimestre 2025



Légende

- <0%
- 0% à 10%
- >10%

ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de commerce ou Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
France
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com**Bruxelles**

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.bewww.altares.lu**Rotterdam**

Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl**Altares-D&B,**

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com